

La rupture de l'ordre démocratique comme aboutissement de la gouvernance chaotique

L'expérience de la démocratie en Afrique à partir des années 1990 a été plus marquée par des interruptions de l'ordre démocratique que par l'alternance. Avec trois coups de force en 29 ans (1991, 2012 et 2020), véritables signes de bégaiement de l'histoire, l'exemple malien n'est pourtant pas exceptionnel dans la région sahélienne. L'objectif de ce travail est de relever une contradiction entre la rationalité démocratique et l'ordre démocratique qui était censé découler des processus de réforme enclenchés au début des années 1990.

Les acteurs, issus de divers champs sociaux, livrent leurs opinions sur la gouvernance au Mali. Il en ressort une photographie des faits de gouvernance.

Les leaders politiques

Le pouvoir démocratique est un pouvoir qui se caractérise par son exercice au mieux de l'intérêt du peuple, et non pas du seul dirigeant et de ses acolytes. Quand un seul de ces impératifs n'est pas satisfait, la gouvernance devient si bancal que la possibilité d'une « alternance contre nature » s'invite dans l'agenda politique. La gouvernance au Mali était-elle devenue bancal ?

Lorsque des individus se prévalent de liens de filiation avec le président de la République pour s'immiscer dans la gouvernance, et par-dessus tout, s'ériger en propriétaires privés des ressources

Kawélé Togola
Université de Bamako,
Mali

publiques ou en promoteurs privés des emplois publics, il est clair qu'une telle gouvernance ne saurait s'accomplir ni au mieux de l'intérêt général ni dans le respect des règles démocratiques.

Véritables acolytes du régime, ces individus ont fini par confisquer le pouvoir d'État. Il n'échappe plus à personne que l'on est dans une situation d'exercice du pouvoir d'État par personne interposée. Une telle pratique est en déphasage avec le principe de service public. Dans le cas spécifique du Mali, cette pratique aura fini par compromettre la réussite des projets politiques et susciter des tensions entre, d'une part, les acteurs politiques et les citoyens, et d'autre part, les acteurs politiques eux-mêmes, en l'occurrence ceux du parti au pouvoir.

Le président du parti du président de la République déchu, invité sur RFI, dans l'émission Archives d'Afrique, le 6 septembre 2020, après avoir déclaré l'adhésion de son parti au CNSP (Comité national pour le salut public), a situé les raisons de la rupture de l'ordre démocratique intervenue au Mali le 18 août 2020. Pour lui, ces raisons sont à chercher, non dans le projet politique élaboré

en 2001, mais plutôt dans la mise en œuvre de celui-ci, qui aurait rencontré des difficultés énormes ayant occasionné un déficit de gouvernance. Il lie ces difficultés à l'intrusion d'arrivistes dans le parti, qui ont d'abord réussi à investir les rouages du pouvoir et fini par prendre le contrôle de l'exécution du projet politique.

Quelques heures plus tôt, sur le plateau d'une télévision privée malienne, Renouveau Télé, le président de l'Alliance pour la République (APR), parti affilié à la majorité, tout en reconnaissant la pertinence des griefs contre le régime d'IBK, ainsi que la perte, par celui-ci, du contrôle de la gouvernance, laissait entendre que tous les ingrédients d'un coup de force étaient réunis depuis un certain moment, mais que la seule inconnue demeurait le moment du passage à l'acte.

La société civile

Au sein de la société civile, les supputations à propos de l'un des fils d'IBK, en l'occurrence Karim Kéita, sont allées bon train. Totalement absent de l'arène politique jusqu'en 2013, ce dernier est sorti de nulle part pour se faire élire député à l'Assemblée nationale sous les couleurs du parti de son père, et y occuper le poste de président de la Commission de défense et de sécurité. Son nom est régulièrement mêlé à des malversations de toutes sortes.

En effet, Karim est perçu par la société civile et aussi par les acteurs politiques comme le symbole odieux de la gouvernance défailante d'IBK. Cette perception s'est structurée à partir d'un certain nombre de déterminants. On peut rappeler, entre autres, les soupçons d'imitation de la signature du président de la République en vue de nommer des proches à des postes de responsabilité, le trafic d'influence pour faire admettre des proches à des concours de recrutement dans la fonction publique et dans les différents corps des services de défense et de sécurité, le fait de s'être fait attribuer, au mépris du respect de toutes les procédures d'attribution de marchés publics, le marché de l'approvisionnement en carburant d'entreprises actives dans les mines d'or sur le territoire national. D'aucuns le soupçonnent d'avoir fait enlever un journaliste d'un organe privé, *Le Sphinx*¹.

Comme Karim, IBK semble s'être rendu coupable, aux yeux de la société civile comme de ses compagnons politiques, d'actes politiques pour le moins répréhensibles. Ainsi, l'opinion nationale postule, voire admet sa complicité dans le reniement des résultats du deuxième tour des élections législatives d'avril 2020 par la Cour constitutionnelle, qui a permis à une trentaine de candidats recalés selon les résultats du ministère de l'Administration territoriale et des collectivités décentralisées de ressusciter. Le plus célèbre d'entre eux est Moussa Timbiné, qui sera élu en fin de compte président de l'Assemblée nationale non sans controverse. En effet, un député du RPM ayant participé à la réunion de désignation du candidat du parti au poste de président de l'Assemblée rapporte :

«Suite à un vote interne, le parti avait désigné Mamadou

Diarrassouba comme son candidat au poste de président de l'Assemblée nationale, mais [mécontents] de ce choix, Moussa Timbiné et Karim Kéita ont précipitamment quitté la salle, lâchant au passage que "ça ne se passera pas comme ça". Peu de temps après, suite à un appel reçu sur place, le président du parti, visiblement sonné, supplia Mamadou Diarrassouba de renoncer à toute ambition de briguer le poste au profit de Moussa Timbiné».

Un tel scénario, qui concentre toutes les ruptures entre le président IBK et la direction de son parti, légitime les supputations ci-dessus évoquées.

Lorsque le raccourci et la tricherie deviennent les modes de promotion ordinaires, et la corruption la principale modalité de gouvernance, force est de convenir que «la hiérarchie des valeurs dans [cette] société a été bouleversée... il ne sert plus à rien de travailler, de trimer pour avoir la récompense du mérite, être décoré²». Si de telles pratiques existaient avant le régime d'IBK, leur suppression, sous le sien, était une attente forte du peuple. Comment s'en sortir? Telle semble être la question fondamentale, mais aussi la trame de la préoccupation qui s'est emparée du peuple.

Le pouvoir démocratique ne s'est pas toujours exercé au profit de ce dernier ni même suivant les règles de la démocratie. Exaspéré et désespéré face aux pratiques de gouvernance, le peuple a envisagé, à travers le soulèvement populaire, la rupture de l'ordre démocratique comme moyen d'approfondir la démocratie. Cette rupture est alors perçue, voire espérée comme une délivrance ouvrant la voie au salut de la démocratie. C'est peut-être cela qui explique l'appui populaire au CNSP, l'organe militaire

regroupant les officiers supérieurs auteurs du coup de force du 18 août 2020 à Bamako.

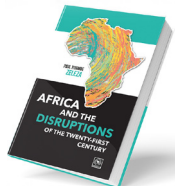
Entre autres indicateurs, rappelons le soutien populaire de la société civile et de la classe politique au CNSP dans la définition, la mise en place et le fonctionnement des organes de la transition. Un autre indicateur, tout aussi pertinent, de l'appropriation du coup de force ayant entraîné la rupture de l'ordre démocratique au Mali, est la mobilisation citoyenne face aux sanctions imposées au Mali par la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Ces indicateurs ont le mérite de légitimer une rupture de l'ordre démocratique liée à une gouvernance chaotique.

Notes

1. *Le Sphinx*, Bamako, parution du 5 juin 2019.
2. N'Diaye issa (2018), *Le festival des brigands*, T. II, Bamako, La Sahélienne, p. 25.



Coming Soon / À paraître



Paul Tiyambe Zeleza has written a tour de force that is as intellectually robust as it is engaged, historically grounded and critically illuminating. In the complicated challenges of the 21st century he shines an incisive spotlight on multiple overlapping crises that afflict Africa but have global resonance and interconnections. His admirable intellectual effort and energy calls for a regeneration, re-thinking and re-imagining of Africa and the world in ways that ground the sustainability of humanity and nature.

Tawana Kupe, Vice Chancellor and Principal, University of Pretoria, South Africa